



Sauvons le Climat

www.sauvonsleclimat.org

Lundi 30 janvier 2017

Monsieur le Premier Ministre,
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Objet : Menace de fermeture de la centrale de Fessenheim

Monsieur le Premier Ministre

Nous sommes atterrés par la décision du Conseil d'Administration d'EDF d'accepter, même de façon conditionnelle, le protocole d'indemnisation de l'entreprise dans la perspective de l'arrêt des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim, voulu par votre gouvernement.

Et plus encore choqués que cet accord a été obtenu, selon des organes de presse bien informés et jamais démentis, à l'issue d'un « chantage » exercé par le plus haut niveau de l'Etat.

La France ne peut dépendre pour un approvisionnement stratégique comme l'électricité d'énergies aléatoires intermittentes, de combustibles fossiles importés (un gaz interruptible) ou d'électricité transfrontalière. Il serait donc irresponsable en fermant Fessenheim de priver la France d'une capacité de production d'électricité nationale, qui de plus est sûre, fiable, économique et propre.

Vous ignoreriez de plus, en promulguant un décret de mise à l'arrêt de ces deux réacteurs, tant que la centrale est jugée sûre par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) que :

- Elle n'émet pas de gaz carbonique en exploitation et sa production devrait être remplacée par une association d'énergies intermittentes et aléatoires (éolien et solaire) essentiellement complétées par des centrales à charbon et des turbines à gaz émettant des gaz à effet de serre et contribuant au réchauffement climatique. Ceci va à l'encontre des engagements pris par le gouvernement français suite à la COP 21.
- Le nucléaire est le mode, pilotable, de production d'électricité qui a, avec l'hydraulique, l'impact le plus faible sur la pollution atmosphérique et donc sur la santé des citoyens de notre pays
- Elle apporte une contribution majeure à l'approvisionnement du Grand Est et présente l'avantage de participer efficacement à l'équilibre du réseau.
- Elle pèse très favorablement sur l'emploi local (2000 personnes) et cet emploi devrait être défendu avec la même énergie que l'a été celui de l'usine voisine

Claude Jeandron

Président du collectif « Sauvons le climat »

Correspondance : Sauvons le climat – 19 rue des Aulnays – 95150 TAVERNY

Tél : 06 25 63 08 44

d'Alstom à Belfort. Dans un cas l'Etat est prêt à faire acheter à la SNCF des rames de TGV qui rouleront au ralenti pour sauver 500 emplois, dans l'autre il est prêt à dépenser ou à faire perdre à EDF des milliards d'euros tout en détruisant 2000 emplois !

La seule motivation de ce passage en force serait de respecter un engagement du Président d'arrêter la centrale de Fessenheim, résultant d'un simple accord électoral vieux de 5 ans, alors que cette option est largement contestée dans la perspective d'une élection présidentielle très proche.

Pour s'en persuader, il suffit d'observer le système électrique allemand dont la diminution des rejets de gaz à effet de serre est insignifiante depuis 20 ans, malgré des investissements considérables en éolien et solaire et un doublement du prix de l'électricité pour les familles. Vous pouvez observer également le maintien en exploitation de centrales nucléaires notablement plus anciennes en Espagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, Suisse (sans parler des USA qui ont d'ores-et-déjà prolongé les autorisations de fonctionnement de leurs réacteurs jusqu'à leur 60^{ème} année).

L'hiver que nous vivons, pourtant pas exceptionnel, a montré l'importance de notre parc nucléaire : son affaiblissement temporaire se traduit immédiatement par des importations massives d'électricité, majoritairement d'origine fossile (jusqu'à l'équivalent de la production de 8 centrales nucléaires françaises) et une mise en péril de l'équilibre de notre réseau. Notre parc de production ne dispose plus des marges nécessaires pour répondre aux pointes de consommation et à la compensation de productions intermittentes qui peuvent, par grand froid, ne pas produire plus de 500 MW pour un parc installé de 19.000 MW.

COP 21, maintien de notre économie et maîtrise de nos coûts de production, indépendance énergétique et sécurité du système électrique, conséquences sociales considérables localement (avec des promesses illusoires de reclassement): Monsieur le Premier Ministre, nous ne comprendrions pas pourquoi vous persisteriez à vouloir satisfaire un marchandage électoral devenu sans enjeu pour les Français en forçant une décision dommageable de tous les points de vue.

EDF et AREVA doivent être renforcés et non fragilisés, d'autant plus que le coût de cet arrêt prématuré serait, vous le savez, très supérieur aux 400 millions d'euros annoncés. En réalité de plusieurs milliards, il devrait être supporté par les clients d'EDF sans épargner les plus démunis.

Nous espérons que votre sens des responsabilités sera plus fort et que vous saurez veiller aux intérêts d'une entreprise fragilisée depuis des années par des politiques énergétiques très contestables. C'est aux industriels qu'il faut redonner l'initiative, sans les contraindre par des manœuvres et un calendrier politiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Claude JEANDRON
Président de Sauvons le Climat

